



LE PREMIER MINISTRE

israélien a en tête un scénario incompatible avec celui de Washington : continuer la guerre. Son "meilleur ami", Joe Biden, prône, lui, une solution à deux États... inenvisageable pour "Bibi"...

Israël-Palestine

NETANYAHOU ET LE "EN MÊME TEMPS" DE BIDEN

Après plus de cent jours de guerre entre Israël et le Hamas, Benjamin Netanyahu continue d'être le maître des horloges. N'en déplaise à Joe Biden, qui se dit partisan d'une solution à deux États, le chef du Likoud a un autre scénario en tête. Le 20 janvier, le Premier ministre israélien a ainsi réaffirmé son objectif de guerre sur X : « *Le contrôle de la sécurité sur l'ensemble de la zone située à l'ouest du Jourdain.* » Une position incompatible avec celle de Washington, mais une position qui se veut aussi une façon d'émancipation à l'endroit de l'Oncle Sam.

« *Avec tout le respect que je leur dois, nous ne sommes plus une étoile sur le drapeau américain* », déclarait en ce sens, il y a quelques semaines, le ministre de la Sécurité intérieure israélien, Itamar Ben Gvir, précisant au passage que les États-Unis restaient tout de même « *le meilleur ami d'Israël* ». Et pour cause, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les États-Unis sont de loin les premiers vendeurs d'armes en Israël avec, entre 2011 et 2020, 70,2 % des livraisons. L'Allemagne et l'Italie complètent le podium avec respectivement 23,9 % et 5,9 % des importations sur la même période.

Netanyahu et consorts profitent donc aujourd'hui du discours ambigu relayé par la Maison-Blanche depuis le 7 octobre et le massacre perpétré par le Hamas en territoire hébreu. Sorte de « en même temps » macroniste avec, d'un côté, un « *indéfectible soutien à Israël* » clamé par Joe Biden et, de l'autre, l'appel à une solution à deux États auquel Netanyahu s'oppose donc fermement. Cette mascarade arrange aussi bien le chef du Likoud que le leader démocrate. Avant le massacre du 7 octobre, le Premier ministre israélien, grevé par les affaires extrajudiciaires, était à deux doigts de tomber à la suite de manifestations persistantes contre la réforme de la justice voulue par Netanyahu lui-même.

Aujourd'hui, une majorité d'Israéliens, y compris de gauche, est prête à le suivre dans son aventure jusqu'au boutiste. Or plus la guerre durera, plus les ennuis judiciaires de « Bibi » seront écartés. Quant à « Sleepy Joe », sa doctrine à double tranchant – je fournis des armes à Israël tout en défendant une solution à deux États – lui permet en vue de la présidentielle du 5 novembre de ménager son électorat juif, tenté de se tourner vers Trump, tout en montrant son désir de paix à l'électorat propalestinien... Chapeau messieurs. ■ STÉPHANE AUBOUARD

PRENONS-LES AU MOT

UN "RÉARMEMENT" SANS ARMES

Lors de sa conférence de presse du 16 janvier, le président a de nouveau prôné un « réarmement civique », expression qu'il avait déjà employée lors de la présentation de ses vœux aux Français, évoquant également un « réarmement économique » ainsi que le « réarmement de l'État et de nos valeurs publiques ». Preuve qu'il n'a pas besoin d'un « réarmement communicationnel ». Ce « réarmement civique » serait rendu possible par l'expérimentation de l'uniforme à l'école, la mise en place du SNU (service national universel), l'apprentissage de *la Marseillaise* en primaire, ou encore la régulation des écrans pour les enfants. Ce n'est pas tout : « *Pour que la France reste la France* », Emmanuel Macron souhaite également un « réarmement démographique ». Le mot « réarmement », qui s'est d'abord employé en marine (1771) puis comme intransitif (1875) pour « action de reconstituer ses armées et son armement », demeure assez rare au figuré selon le *Dictionnaire étymologique de la langue française* (Le Robert). Sa première occurrence remonte à 1921 et la création du Réarmement moral, mouvement chrétien préconisant, contre les idéologies matérialistes, une réforme par les valeurs chrétiennes dans la vie personnelle. De là à dire que le macronisme est un mouvement de croyants qui prône davantage le salut par la démarche individuelle (sobriété énergétique et numérique) que politique (on laisse l'UE et l'Allemagne décider), il n'y a qu'un pas que je franchis allègrement. Il est assez ironique de voir le président prôner un réarmement à l'heure où il désarme aussi facilement la France au profit de ses adversaires. Bref, le « réarmement », c'est un peu comme la « réindustrialisation » régulièrement annoncée par le gouvernement : un vœu pieux. ■ S.P.

ELLE A OSÉ LE DIRE

“Les utérus des femmes ne sont pas une affaire d'État.”

SANDRINE ROUSSEAU, députée écologiste, TF1, le 17 janvier 2024.